Convention sur Certaines Armes Classiques (CCAC)
Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d’armes létaux autonomes
(GGE SALA)
Genève, 6-10 mars 2023

Intervention de S.E Camille PETIT
Représentante permanente de la France auprès de la Conférence du désarmement

Caractérisation et définition des SALA

Monsieur le Président,

Le premier et principal critère de caractérisation doit être la compatibilité avec le DIH. En d’autres termes, nous devrions d’abord chercher à distinguer les systèmes incompatibles avec le DIH des systèmes qui peuvent l’être.

Plus précisément selon notre vision des choses, il nous semble judicieux d’opérer la distinction entre d’une part les systèmes d’armes létaux autonomes incompatibles avec le droit international humanitaire et, d’autre part, les systèmes d’armes létaux intégrant de l’autonomie mais pouvant être développés et employés d’une manière compatible avec le DIH.

A titre national, comme elle l’a rappelé à de nombreuses reprises, la France considère que les systèmes d’armes létaux pleinement autonomes - c’est-à-dire des systèmes agissant sans aucune forme de supervision humaine ou de subordination à une chaine de commandement et donc capables de faire évoluer, au-delà du cadre d’emploi fixé initialement, leurs règles d’emploi de la force létale - n’apporteraient aucune assurance quant au respect des principes du DIH. Ils seraient, par ailleurs, fondamentalement contraires aux onze principes directeurs agréés par les Hautes Parties Contractantes dans le cadre
de la CCAC ainsi qu’à l’éthique militaire. Ces systèmes devraient faire l’objet d’une interdiction.

Par contraste, nous considérons qu’un système d’arme intégrant de l’autonomie serait compatible avec le DIH s’il reste subordonné au commandement humain et si ses fonctions de décision sont dépendantes d’un cadre d’action précis, défini par l’humain. Ainsi encadré, un tel système ne peut pas prendre d’initiatives létales qui l’amèneraient à modifier son domaine de fonctionnement. Par ailleurs, ce système comporterait des garanties techniques ou des caractéristiques intrinsèques prévenant les failles, les détournements ainsi que tout abandon par le commandement de deux prérogatives essentielles, à savoir l’appréciation de situation et la reddition de compte.

Je vous remercie, Monsieur le Président.